

RÈGLEMENT NUMÉRO 292 RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QU'UN avis de motion, avec dispense de lecture du présent règlement a été donné par Monsieur Robert Morissette à la séance ordinaire de ce conseil tenu le 13 novembre 2017 et que le projet de règlement a été présenté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT QU'avis public résumant le contenu du présent règlement et la mention de la date, de l'heure et du lieu de la séance où est prévue l'adoption du règlement a été publié le 14 novembre 2017, c'est-à-dire au moins sept jours avant la séance d'adoption du présent règlement.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Marc St-Louis

ET IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS que le présent règlement portant le numéro 292 et connu sous le nom de « Règlement relatif au traitement des élus municipaux soit statué et décrété ce qui suit, à savoir

« Règlement numéro 292 relatif au traitement des élus municipaux » soit adopté et décrète ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Le présent règlement remplace le règlement numéro 224, et ses amendements et le règlement 239 et ses amendements.

ARTICLE 3

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la Municipalité, le tout pour l'exercice financier de l'année 2012 et les exercices financiers suivants.

ARTICLE 4

RÉMUNÉRATION DE BASE

La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 4 740 \$ et celle de chaque conseiller est fixée à 1 580 \$. La rémunération lors d'élection est fixée au prorata entre les élus sortant et les nouveaux élus à partir de la date d'assermentation.

ARTICLE 5

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE

Une rémunération additionnelle est de plus accordée en faveur des postes particuliers ci-après décrits, selon les modalités indiquées :

- a) Président du Comité Consultatif d'Urbanisme de Saint-Sylvère : 25 \$ par séance du comité à laquelle il assiste;

- b) Tout membre autre que le président du comité consultatif d'urbanisme de Saint-Sylvère : 25 \$ par séance à laquelle il assiste;

ARTICLE 6 RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE - MAIRE SUPPLÉANT

Le maire suppléant a droit à une rémunération additionnelle annuelle fixée à 260 \$.

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de quinze jours, le maire suppléant aura droit, à compter de la seizième (16^e) journée et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

ARTICLE 7 ALLOCATION DE DÉPENSES

En plus de toute rémunération ci-haut fixée aux articles 4 et 6, chaque élu aura droit à une allocation de dépense d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération, abstraction faite de l'excédent prévu à l'article 20 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'article 22 de cette loi.

ARTICLE 8 INDEXATION

La rémunération de base et l'allocation de dépense telles qu'établies par le présent règlement seront indexées à la hausse, pour chaque exercice financier suivant celui de l'entrée en vigueur du présent règlement.

- L'indexation consiste à augmenter, pour chaque exercice, le montant applicable pour l'exercice précédent d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation, selon Statistique Canada, de l'indice des prix à la consommation pour le Canada.

Pour établir ce taux :

- a) On soustrait de l'indice établi pour le premier mois de décembre précédant l'exercice visé, celui qui a été établi pour le deuxième mois de décembre précédant cet exercice.
- b) On divise la différence obtenue en vertu du paragraphe a) par l'indice établi pour le deuxième mois de décembre précédant l'exercice visé.
- c) Lorsque le résultat de l'indexation est un nombre comportant une partie décimale, on arrondit à la première décimale.

ARTICLE 9

RÉTROACTIVITÉ

Le présent règlement a effet à compter du 1^{er} octobre 2017.

ARTICLE 10

PAIEMENT

La rémunération et l'allocation de dépense telles qu'établies par le présent règlement seront versées sur une base mensuelle dans les quinze (15) premiers jours du mois pour le mois en cours.

ARTICLE 11

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

ADRIEN PELLERIN

Maire

SOPHIE MILLETTE

Directrice générale et

Secrétaire-trésorière

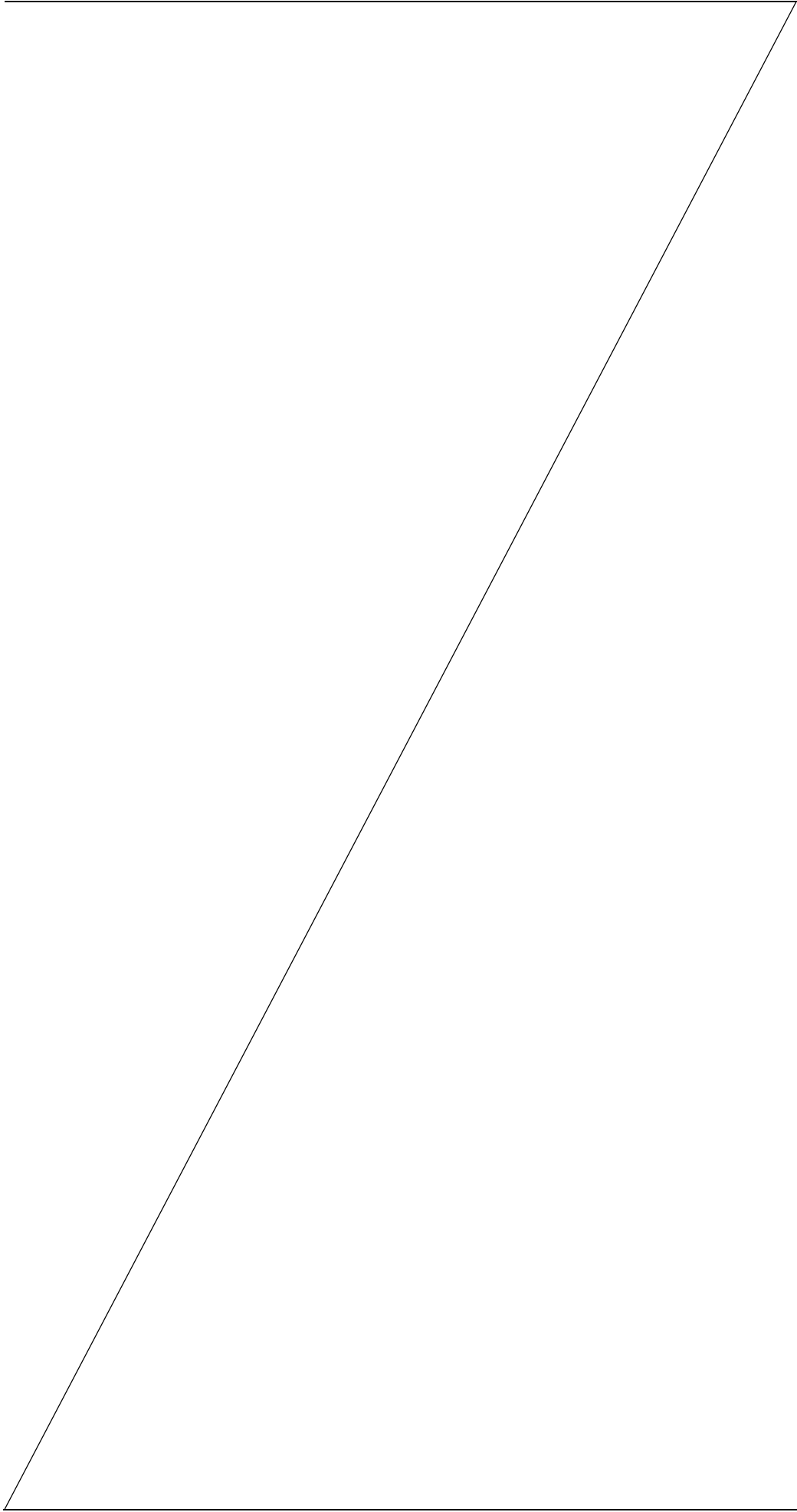
Avis de motion : 13 novembre 2017

Présentation : 13 novembre 2017

Adopté : 11 décembre 2017

Publication : 12 décembre 2017

En vigueur : 12 décembre 2017



1118